

Un premier mai de résistance et de lutte

Nous soulever ! Reprendre en main notre avenir ! Personne ne le fera à notre place !

Coupable d'une gestion calamiteuse de la 'crise sanitaire', le gouvernement français s'en est servi pour adopter des mesures antisociales et liberticides. De plus en plus nombreux sont ceux qui souffrent du capitalisme en crise perpétuelle géré par des gouvernements successifs à son service. Ces dernières années, ils se sont mis à le contester, comme l'ont fait les Gilets Jaunes, mais ils n'ont reçu que violences policières et répression judiciaire pour unique réponse.

Des « aides publiques » massives sont déployées aux grandes entreprises depuis le début de la crise COVID, toujours dans cette même logique de privatisation des bénéfiques et de socialisation des pertes, en maintenant le saccage des services publics, l'extension des privatisations, le pouvoir exclusif de prêteur délégué aux banquiers escrocs. Les transnationales géantes de la pharmacie, de la distribution, des livraisons, des GAFAM et de l'informatique ont multiplié leurs bénéfiques et étendu leur monopole. Il est temps de prendre notre destin en mains.

Nous devons imposer la reconstruction d'un système sanitaire 100% public géré démocratiquement.

Cette crise est certes mondiale mais il y a des pays, la plupart du temps éloignés des centres de l'économie capitaliste, qui ont su mieux y faire face. Des pays comme le Vietnam ou Cuba dont les succès sont ignorés par les médias et qui sont la plupart du temps stigmatisés par les fauteurs de guerre qui gardent le pouvoir par le biais de l'alliance expansionniste de l'OTAN. Le gouvernement français sur les recommandations d'un cabinet en conseil stratégique étasunien poursuit une politique néolibérale criminelle de destruction de l'hôpital public.

La crise du Covid aura démontré, si besoin, le rôle essentiel du personnel médical, des livreurs, des producteurs d'énergie, des enseignants et de tous les travailleurs face au rôle nuisible avéré des obsédés du profit, actionnaires et patrons qui possèdent les moyens de production mais sont incapables de faire fonctionner le pays en crise.

Nous qui ne vivons que de notre travail et faisons vivre le pays, nous devons promouvoir les intérêts de notre classe sociale. Il faut aborder les questions fondamentales : propriété publique et inaliénable des outils de production stratégiques ; indépendance nationale ; coopérations internationales mutuellement avantageuses ; politiques de désarmement et de paix ; contrôle démocratique de la monnaie ; souveraineté populaire ; garanties collectives ; politiques d'aménagement des territoires et de développement industriel ; reprise en main démocratique de la sécurité sociale...

Nous assistons depuis deux ans, malgré les confinements, les couvre-feux, la médiatisation des peurs à la multiplication devenue quotidienne des manifestations, des grèves et des appels dénonçant les politiques nuisibles aux intérêts de la majorité. Aujourd'hui, les pouvoirs hésitent et ont peur, mais soyons lucides, ils ne reculeront vraiment que si notre classe sociale les contraint. Il faut donc aller vers une mobilisation générale unitaire, imposer un rapport de force en notre faveur, arrêter la descente aux enfers annoncée et au final prendre le pouvoir.

En cette année du 150e anniversaire de la Commune de Paris, il faut nous rappeler que les travailleurs ont une longue histoire de luttes qui ont permis de nombreuses victoires.

Rassemblez-vous avec les organisations existantes autour de vous ou créez en s'il n'y en a pas dans les entreprises, les quartiers, les cités, les villages. Face à l'incapacité coupable de dirigeants politiques sans autre boussole que servir leurs maîtres du grand Capital, nous n'avons pas d'autre choix que de nous organiser et de nous battre, unis et déterminés pour en finir avec ce système d'exploitation et de domination qui n'offre aucun avenir à l'humanité.

« Pour le bonheur et la liberté ! » Robespierre

ANC PARIS